SEPT-DENIERS

Les Job veulent garder leur « paquebot » à flot

— Job est mort mais ses (anciens) salariés font survivre une certaine idée du combat syndical et collectif, de la lutte pour la dignité, la mémoire et l'avenir.

« Pour vivre l'avenir, il faut connaître le passé » résume Jean-Pierre Combebiac de la CGT. Et pour connaître son passé, l'association Après Job, qui travaille au reclassement des salariés et au respect des engagements du plan social, a décidé de réaliser un ouvrage retraçant l'histoire de Job mais aussi celle de l'industrie papetière à Toulouse et en France.

Les Job ont tenu un point presse devant le bâtiment principal, tagué et dégradé en quelques mois. Photo DDM – Natahalie SAINT-AFFRE

MONUMENT HISTORIQUE

Les anciens de Job estiment que « le symbole essentiel reste le bâtiment principal de l'usine, commandé en 1937 à l'architecte toulousain Pierre Thuriès » (en fait Antoine Thuriès, le frère de Pierre-NDLR), comme l'expliquait hier Bernard Margras, président de l'association, à l'occasion d'un point-presse sur les lieux même de l'usine, au bord de la Garonne. Avec son style très années 30, cet immeuble ressemble à un paquebot avec une grande tour comme un gaillard d'avant.

« Nous avons demandé par courrier en date du 24 septembre au directeur régional des affaires culturelles que ce bâtiment bénéficie d'une protection à titre de monument historique, eu égard à son intérêt historique mais aussi à sa qualité architecturale exceptionnelle » explique Bernard Margras.

« Le maintien de ce bâtiment assurera le lien entre un passé que nous n'avons pas le droit de renier et l'avenir » lit-on dans ce courrier dont copie a été adressée au maire de Toulouse et aux présidents du conseil général et régional.

On apprenait aussi, hier, que Jean-Luc Moudenc, adjoint au maire de Toulouse chargé de l'urbanisme, avait interrogé le préfet, par lettre en date du 15 février 2002, sur « l'éventuelle opportunité de mesures de protection de ce bâtiment » qui « offrirait une qualité architecturale intéressante ». Par courrier en date du 6 mars, le préfet faisait savoir à l'adjoint qu'il faisait « procéder à une expertise de ce bien » et qu'il l'informerait de « mesures éventuelles de protection » qui pourraient être prises. Depuis, silence radio à la préfecture.

Les Job, et les riverains du quartier, s'inquiètent des projets immobiliers qui existent sur ce site de 4,5 ha, très alléchant en bordure de Garonne, à proximité du centre ville et de la rocade : « Une vingtaine de promoteurs étaient sur les rangs, le tribunal de commerce et le liquidateur judiciaire ont retenu trois projets », selon Bernard Margras. « Il s'agit de collectifs de 4 ou 5 étages maxi avec parkings souterrains. 600 logements sont envisagés au total » précise Philippe Moitry, de la CGT, qui rappelle : « Nous salariés, on est encore les propriétaires de l'entreprise car la vente de ce patrimoine va permettre de payer les indemnités de licenciement qui n'ont pas encore été réglées. Mais on souhaite que le bâtiment principal soit gardé pour en faire un lieu culturel ».

Bien sûr, il y aura quelques logements en moins si le bâtiment principal est classé, et conservé... ■

Philippe EMERY

Une Université du travail ?

Les promoteurs sont, paraît-il, prêts à débourser quelque 8 millions d' € pour l'acquisition du site Job. Mais il leur faudra dépenser environ 2 millions d' € pour la destruction des bâtiments et la dépollution du site (notamment les toits en éverit, à l'amiante). La Ville de Toulouse doit reprendre l'ancienne maison de directeur — surnommée la datcha — récemment vidée de ses squatteurs pour en faire une mairie annexe. Les « villas de la direction », en face de l'école, devraient abriter une crèche. Jean-Claude Paix a, lui, annoncé une piscine.

Pour le bâtiment principal de l'usine, les Job verraient bien l'Institut universitaire du travail (comme à Strasbourg, et, dans le sud, à Aix et Bordeaux) dont le projet est très avancé dans les cartons de l'Université du Mirail, avec même des postes d'enseignants prévus, mais pas de locaux. Une université du travail (formation des militants du monde social) à Job, laboratoire « expérimental et exemplaire » de la lutte collective, selon Jean-Pierre Combebiac, de la CGT, voilà qui peut séduire. D'autant qu'il existe à Toulouse un précédent en la matière : la manufacture des tabacs, sauvée de la destruction par les riverains et par le classement historique de Jack Lang, a accueilli il y a quelques années des locaux de la fac de Droit. « Mais les Toulousains peuvent proposer d'autres projets culturels, il y a de l'espace, 7.500 m² sur plusieurs niveaux » propose Bernard Margras.

LA DEPECHE DU MIDI